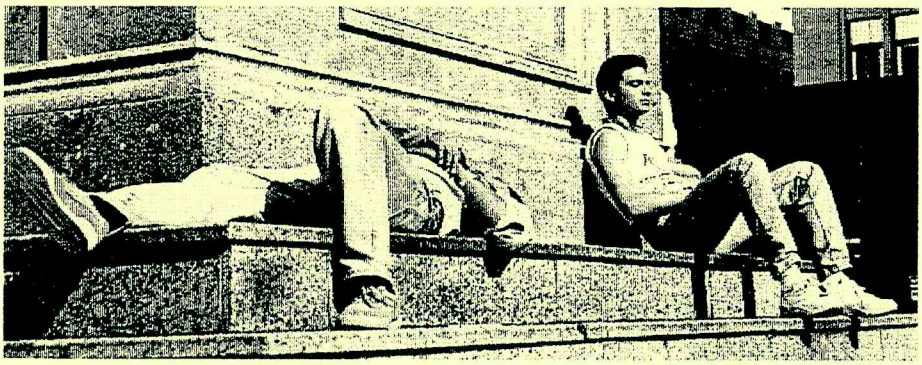
AUJOURD'HUI

Un travail de misère pour payer sa place

L'article de M.Schneuwly paru dans le Courrier du 1er mars au sujet des vendeurs de journaux de rue confond le pire avec le bien.



On est sidéré de voir considéré, dans cet article, comme normal un travail qui demande de travailler six jours par semaine «*souvent dix heures par jour pour [...] parvenir*» à «*payer ses factures*», selon les propos mêmes d'un vendeur interrogé. Ces conditions permettent aux vendeurs, selon l'auteur de l'article, d'être «*fiers, même s'ils doivent travailler durement pour cela*», n'ayant pas le sentiment de «*vivre aux crochets de la société*». Nul doute que les vendeurs de journaux soient contents, avec raison, d'arriver à gagner de l'argent qu'ils ne doivent qu'à eux-mêmes, dans une société où le fait de ne pas produire vous met à l'index, mais on serait en droit d'attendre de la part du journaliste d'un quotidien qui se présente comme pourfendeur de l'horreur sociale, d'au moins relever que l'on fait payer aux exclus le prix fort pour un minimum de reconnaissance sociale. C'est une chose qu'un individu aspire à une dignité que seule une société inique peut lui accorder, étant conduit pour cela à faire ce qu'on attend de lui, c'est-à-dire de travailler à n'importe quelles conditions, c'en est une autre qu'un journal «socialement préoccupé» ne critique pas, justement, ce que ce monde impose aux personnes pour avoir, juste, le droit d'exister.

Faire le pied de grue devant des magasins toute la journée en espérant vendre quelques journaux ne saurait être une condition tolérable, ce qui n'empêche pas l'auteur de l'article de se féliciter du fait que l'exercice de cette activité transforme «*des gens [...] exclus de la société en commerçants responsables et appréciés de leur clientèle*». Il n'est pas, ici, question de douter de la légitimité des actions du type de celle de La Feuille de trèfle, comme moyens d'échapper au pire ; mais envisager la survie comme une victoire sans critiquer les conditions de cette survie ne fait que conforter le système qui génère cette situation.

La vente de journaux dans la rue n'est pas une solution, mais, tout au contraire, une partie du problème.

G. Amista

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle.
Editeur responsable: Claude Cantini.
Tirage: 200 ex.
Adresse: **AUJOURD'HUI**
c/o Aide Mutuelle, case postale 664, 1211 Genève 4
CCP: 17-471708-7
e-mail: edam.ch@tao.ca
cas.ch@tao.ca

ABONNEMENTS

- 3 mois (12 n°): 15 FS
  25 FS (soutien)
- 6 mois (24 n°): 30 FS,
  50 FS (soutien)
- 12 mois (48 n°): 60 FS,
  100 FS (soutien)

Etranger et commandes groupées, contactez-nous.

Règlement par CCP n° 17-471708-7

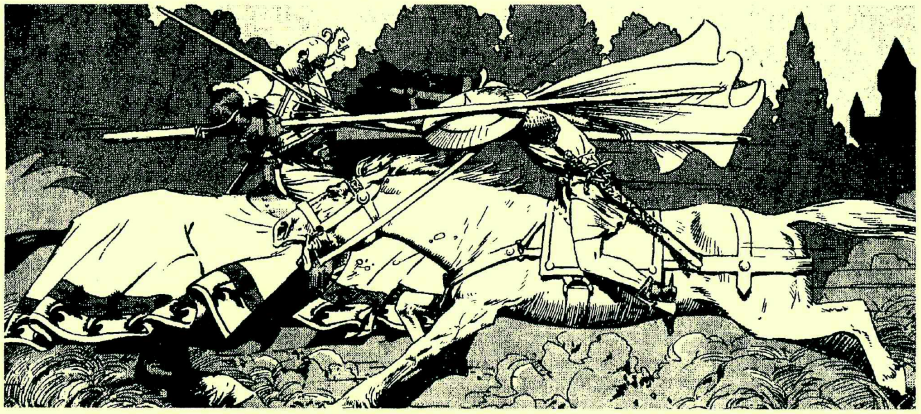
Monde
Russie : qui détient réellement le pouvoir ?
Education
L'école publique : Mythes et réalité
Courrier
Un lecteur lance le débat sur les SEL

Écrivez-nous !
AUJOURD'HUI c/o Aide Mutuelle
case postale 664, 1211 Genève 4

Monde

Les vraies luttes de pouvoir en Russie

Les gesticulations alcoolisées d'un Boris Yeltsin , les mouvements de menton d'un Lebed sur le devant de la scène russe masquent les réelles luttes de pouvoir qui se trament en coulisse : analyse de notre correspondant à Moscou



La société mondiale capitaliste actuelle, écrit l'analyste allemand de gauche Robert Kurz, est une «société de simulation». Cela signifie, entre autres, que les gens croient à différents fétiches et mythes (ou se comportent, en tout cas, comme s'ils y croyaient) qui forment les fondements du fonctionnement du capitalisme.

Le combat à mort entre les «démocrates» fidèles au gouvernement et l'opposition «communiste» dans la Russie d'aujourd'hui ressort de cette vision. La réalité, elle, est tout autre. Les chablons démocratiques parlementaires classiques ne sont pas, ici, valables, car la démocratie russe n'est pas une démocratie bourgeoise, mais une semi-oligarchie : ce ne sont pas les partis qui s'affrontent pour le pouvoir, et il ne s'agit pas seulement du fait qu'aucune des forces politiques établies ne propose une quelconque alternative à l'«économie de marché néolibérale furieuse» – aucune différence en cela avec l'Ouest. Comment peut-on parler d'une réelle opposition (même dans un sens strictement politique), quand le plus grand «parti d'opposition», le Parti Communiste de la Fédération de Russie» national stalinien (PCFR de Ziouganov) approuve, chaque année, au parlement le projet de budget proposé par le gouvernement, sans le corriger de façon significative ? Quand on entend les paroles des seigneurs «communistes», elles sont clairement opposées au régime de B. Yeltsin, aux réformes contre le peuple et à la paupérisation. Dans la réalité, ils n'entreprennent absolument rien pour stopper ce processus. Ils ont peur des protestations de masse incontrôlables, et même au niveau parlementaire, ils mettent tout en œuvre pour éviter une motion de censure contre le gouvernement. En récompense, ils sont nommés à des postes honorables - de celui de président des commissions parlementaires à ceux de gouverneurs de provinces. Un tel rôle d'opposition fictive ressemble à celui que remplissaient les «partis d'opposition légaux» dans les dictatures traditionnelles latino-américaines.

Pour illustrer cela, il suffit de voir que la dernière crise politique d'automne à Moscou et les changements gouvernementaux qui s'en sont suivis n'ont pas résulté du tout des disputes partisanes. En fait, on doit examiner cette crise, et les intérêts qu'elle dissimule, avec une grande attention, pour comprendre que ce sont les puissantes cliques financièro-industrielle-politiques qui dirigent, en réalité, la Russie . Ce sont elles , qui exercent leur contrôle, différant là en partie de ce qui se fait dans l'Ouest dit démocratique, souvent directement et sans vergogne aucune.

L'Histoire de la création et du développement de ces cliques est fortement liée à la conversion de la nomenklatura «soviétique». Le passage à l'économie de marché néolibérale en Russie – comme dans les autres pays du monde – s'est accompli, car les méthodes et les mécanismes de l'État social ont été considérés comme «trop coûteuses» par les dirigeants. La variante spécifique stalinienne tardive de l'État social devait alors, elle aussi, être détruite. Quelques groupes de la nomenklatura, qui provenaient, en partie, encore du PCUS voulaient, dés lors, privatiser la propriété collective de l'État en leur faveur et ainsi augmenter le profit qu'ils pouvaient en tirer : le combat pour le partage du gâteau commençait.

Le journal bourgeois «Izvestya», bien informé, décrivait ainsi, en 1994, ce processus : ce qui servit de modèle et de terrain d'essai pour un capitalisme de nomenclature, ce fut le «Komsomol-Business». Les Komsomols étaient les organisations de jeunesse officielles, pour ainsi dire une école pour jeunes carriéristes débutants, et beaucoup des nouveaux hommes d'affaires sortaient de leurs rangs. Les centres de créativité scientifique technique, créés dés 1987, servaient de locomotive à «l'économie des Komsomols». Ils prouvaient les possibilités et la profitabilité du capitalisme de cliques (capitalisme des copains). Plus tard, entre 1988 et 1993 se développa «une privatisation de nomenclature» dissimulée. Les ministères des finances furent transformés en trusts, les structures d'approvisionnement en «bourses» et les banques d'État en banques de commerce (par exemple, la *Menatep*, la *Kredobank*, la *Stolitchny*, etc.). Chaque branche privilégiée y organisait ses lobbys politiques. Parallèlement à cela apparut la manifestation fondatrice du système à

Suite en page 4

Liste des huit plus puissants trusts russes

- **Gazprom** (Industrie du Gaz), trust dirigé par R. Vyakhirev. Il contrôle plusieurs autres GIF, qui se sont développés à partir des anciennes structures ministérielles et qui furent transformés nominalement en Sociétés Anonymes. Des pièces de cet empire sont constituées par différentes firmes et banques comme, la Banque nationale des réserves, les pétroles Lukoil, Imperial Bank, l'Autobank, la société d'assurance Ingosstrakh. Le parrain politique en est le premier ministre Victor Tchernomyrdin, ancien chef de Gazprom, parent de Vyakhirev et, selon le journal Le Monde, un des hommes les plus riches de la planète.
- **Onexim-Bank**, dirigé par V. Potanin, contrôle, notamment, un groupe pétrolier (formé de Surgutneftegas, Yuganskneftegas et Sidanko), le plus grand complexe militaro-industriel Rosvoorusheniye, les entreprises diamantaires de Yakutie, le combinat d'aluminium de Novokuznetsk, le combinat de nickel de Norilsk. Le lobby politique d'Onexim se regroupe autour d'un des favoris de la finance internationale, l'actuel vice premier ministre Anatoly Tchubays.
- **Lovogaz** appartient à l'ex vice directeur du Conseil national de sécurité, B. Berezovsk et a été créé pour la vente des voitures russes Vaz. Contrôle des banques, des entreprises (par ex. les pétroles sibériens Sibneft), des médias (télévision) et est présent dans le domaine du show-business.
- La **Most-Bank**, dirigée par V. Gusinky. Elle possède de nombreuses firmes et entreprises. Jusqu'à peu, elle entretenait d'excellentes relations, par le biais du maire de Moscou (Luzhkov), avec la clique politique moscovite ; relations qui semblent s'être refroidies. Pour preuve, Luzhkov a fait financer le jubilé des 850 ans de Moscou par d'autres banques.
- La **Menatep**, dirigée par Khodorovsky, contrôle, entre autres les pétroles Yukos.
- La **Stolitchny-Bank**, dirigée par Smolensky.
- L'**Alpha-Bank**, dirigée par l'ex-ministre des finances P. Aven.
- L'**Inkombank**, dirigée par Vinogradov, contrôle, notamment, le complexe industriel de Magnitojork.

Courrier des lecteurs

Un de nos lecteurs revient sur la question des SEL, inaugurant ce que nous espérons être un espace de débat dans ce journal. Nous invitons nos lecteurs à s'exprimer sur ce sujet et d'autres

Suite à l'article de G. Amista, intitulé «Sels : une alternative ?» paru dans «Aujourd'hui n°2», il m'a semblé nécessaire de mieux cerner les objectifs de ces réseaux et surtout de comprendre de quelle manière ils s'insèrent dans l'économie capitaliste. C'est, je pense, la première démarche à effectuer pour proposer un SEL (Système d'Echanges Locaux), projet émancipateur, comme le souhaite G. Amista.

L'assujettissement des Etats occidentaux aux valeurs du néolibéralisme et à son concept de globalisation révèle enfin au grand jour les défaillances du système démocratique occidental et surtout l'existence d'une élite détenant pouvoir mondial et richesses. L'exclusion augmente en Occident et des mouvements revendicatifs renaissent, tels celui des chômeurs en France. Pour leur faire face, les réponses étatiques se contentent de maintenir cette servitude à l'idéologie libérale : nouvelles subventions ou relèvement des minima sociaux à des niveaux «économiquement acceptables» ou encore introduction de la semaine de 35 heures. Mais aucune démarche ne concerne l'élaboration d'une alternative à un système générant l'exclusion. Celle-ci est acceptée et la précarité, pour ne pas dire la misère, qui en découle, gérée et utilisée.

[... L]e SEL conserve des liens de dépendance avec l'économie capitaliste, car il n'est d'abord qu'un réseau de distribution supplémentaire. Les SEL qui veulent s'en émanciper proposent des activités de production mettant le système en concurrence avec l'économie capitaliste [se trouvant ainsi dans une certaine illégalité].

Le risque est grand alors de voir les SEL se cantonner à une activité de distribution, reposant sur un principe de bénévolat et utilisé par les gouvernements comme nouvelle méthode de gestion de la précarité à moindre frais. Le SEL marque et accentue alors le fossé entre les élus et les exclus : les premiers conservant la possession des richesses mondiales et les derniers se débrouillant avec les SEL pour subvenir à leur besoins, l'Etat se contentant d'un rôle de gestionnaire et transférant son rôle social à bon compte.

Le SEL, s'il veut conserver un objectif émancipateur, doit être un système économique à part entière, c'est-à-dire proposer des activités de production, un *réseau de distribution et un* mode de consommation, qui concurrence l'économie capitaliste. Il doit donc rester dans l'«illégalité» et la contourner en insérant en son sein les professionnels. La question est alors de cerner la structure d'un tel réseau et les moyens à utiliser pour subsister en tant qu'alternative égalitaire et libertaire.

Marcello

Brève

Cash Converters: procès reporté

A Paris, le 26 février, le procès de quatre hommes jugés pour des incidents dans un magasin «Cash Converters» (voir Aujourd'hui n°3) lors d'une manifestation de soutien aux chômeurs, a tourné court jeudi à Paris, car le parquet a oublié de citer des policiers comme témoins. Les quatre «suspects», incarcérés depuis le 12 février, ont été remis en liberté et le procès renvoyé au 26 mars. Rappelons que les inculpés le sont pour «vol», «dégradations», «violences à agent» et «complicité», et que la cour correctionnelle avait refusé leur mise en liberté provisoire, à la stupéfaction générale. Par ailleurs, Cash Converters a renoncé a se porter partie civile et donc à demander des dommages et intérêts.

Source Net: conflits_l@tao.ca

La Fabrique de la Vérité

Le marché et ses serviteurs politiques et médiatiques travaillent sans relâche à la construction et la consolidation de l'idée que l'organisation de la société selon leurs intérêts est, en fait, son organisation naturelle. Leur intention est d'établir en dogmes ce que sont, en réalité leurs choix politiques, économiques et sociaux. Cette rubrique se veut une collection des produits de cette vaste usine à construire des «vérités».

«C'est normal que des gens intéressés à un énorme marché tentent de contourner la loi»

Contribution de Lucien Erard, directeur de la Régie des alcools, Le Courrier 23.02.98

Education

Pouponnière du marché

Suite au dossier «Enfance et business» (n° 2), nous revenons sur les liens unissant l'école publique au capital

Dans les années 1880, à Genève, la très jeune école publique gratuite et obligatoire est l'objet d'un débat passionné entre conservateurs et progressistes: l'enjeu est une révision de la Loi sur l'Instruction Publique. En plein essor industriel et démographique, la Genève économique et politique découvre de nouveaux besoins: des ouvriers mieux qualifiés sont nécessaires. On désire donc créer des filières professionnelles et introduire les travaux manuels à l'école primaire. Les radicaux, soutenus par quelques pédagogues «visionnaires», se trouvent à l'origine de cette réforme: pour eux, le progrès social et démocratique est porté par le développement économique et industriel. Au Grand Conseil, une très forte majorité (61 oui, 5 non) accepte en 1886 la nouvelle loi: c'est le triomphe des idées progressistes, de la croyance dans le progrès scientifique et industriel émancipateur, de l'utilitarisme, des idéaux de cette fin de siècle. C'est surtout le triomphe du capital: l'Etat met l'école à la disposition de l'économie afin de lui fournir ce dont elle a besoin.

Le XXe siècle marque l'avènement de l'idéologie de l'égalité des chances, qui imprègne fortement l'école publique, jusqu'à en devenir un dogme, selon lequel cette dernière permettrait à toute personne, de quelque provenance sociale, de profiter d'un même enseignement, dans les mêmes conditions et donc d'accéder à un niveau de formation équivalent, donc de mêmes chances d'intégration dans la société. Porté à la fois par les élites dirigeantes et les acteurs de l'école (enseignants, institutions de formation), le dogme de l'égalité des chances n'est qu'un mythe, le vernis protecteur permettant de voiler ce qu'est réellement l'école publique actuelle: la directe héritière de l'«école aux ordres» de la fin du siècle dernier.

Le capitalisme ne travaille qu'à ses propres pérennité et expansion. Il ne tolère le système politique occidental actuel, la «démocratie» que dans la mesure où elle sert au plus juste ses intérêts. Le capitalisme s'épanouit d'ailleurs aussi en dictature: les exemples ne manquent pas. L'école publique pourrait-elle donc être une sorte de «contre-pouvoir», en travaillant à la libération et l'émancipation des individus, comme le voudrait le mythe de l'égalité des chances ?

On l'a vu plus haut, au XIXe siècle, l'école s'est modernisée en fonction de nouveaux besoins économiques. Actuellement, le capital a de moins en moins besoin de travailleurs (ce ne sont pas les millions de chômeurs européens qui nous contrediront), et absolument pas d'individus libres et critiques. Non, ce sont des consommateurs dociles qui sont nécessaires au capital, sans cesse à la recherche de nouveaux marchés. Et des consommateurs, ça peut se former ! A l'école, voyons !

F. Mirail

L'Education Libertaire

La pédagogie libertaire s'articule autour de quatre axes fondamentaux:

- l'éducation positive, qui se fonde sur une approche «scientifique»: expérimentation et observation des faits, déni de toute croyance ou dogme;
- l'éducation intégrale, qui ne privilégie aucun des trois aspects (physique, intellectuel ou manuel) du développement;
- l'éducation permanente : l'être humain est en évolution constante et ne cesse pas de se développer. L'«école» libertaire s'adresse donc à l'ensemble d'une communauté, et non pas seulement aux plus jeunes;
- gestion directe: l'ensemble des individus concernés par l'école détermine les contenus et les méthodes pédagogiques, ainsi que la gestion globale des activités, des locaux et du matériel.

Ces quatre axes fondamentaux de l'éducation libertaire sont parfois partagés par les écoles dites «actives» ou «alternatives», et certains récupérés par l'école publique. Où le projet éducatif libertaire se différencie clairement des autres approches, c'est dans ses valeurs et finalités: critique du modèle capitaliste et désir d'une nouvelle société. Les écoles actives ou l'école publique se cantonnent dans la mise en place en leur sein de structures «émancipatrices», alors que l'élève, au dehors, reste soumis à des règles autoritaires et dominatrices. Les libertaires considèrent ces approches comme illusoires et contradictoires.

Monde

Le pouvoir en Russie

Suite de la page centrale

venir : plusieurs jeunes technobureaucrates fondèrent des structures économiques privées qui prirent rapidement un caractère mafieux tout en gardant des liens étroits avec les bureaucrates d'État. Selon certaines données, ce sont les précédents dirigeants qui ont gardé le contrôle des entreprises privatisées jusqu'à la fin de 1994 (dans 90 % des cas, l'ancienne direction resta en place). Parmi les 580 personnes les plus riches de Russie, avec un capital déclaré de plus de vingt-six millions de dollars, se trouvaient 80 % d'ex-membres du PCUS et de la nomenklatura. Dès 1992, apparurent les plus grands empires économiques, les «Groupes Industriels Financiers» (GIF), auxquels les banques moscovites participèrent en achetant des actions de plusieurs entreprises industrielles. Jusqu'en automne 1995 de tels puissants GIF se sont développés, comme la *Promstroybank* (banque d'État), la Banque du commerce extérieur (banque d'État), la *Menatep*, l'*Onexim-Bank*, la *Banque russe de crédit*, l'*Inkombank* et la *Most-Bank*. Ces groupes se livrèrent alors à une concurrence acharnée pour le partage des futurs domaines à privatiser.

Le journaliste italien Giulietto Chiesa, bien informé et connaisseur de la cuisine politique moscovite (il est l'auteur d'un excellent livre *Adieux de Russie* (1997)) cite les huit plus gros empires qui gouvernent aujourd'hui la Russie (**voir encadré en page centrale**) et qui forment, bien que rongée par une concurrence féroce, une véritable oligarchie. Il est utile pour un lecteur occidental de les connaître s'il veut bien comprendre qui, ici, gouverne et décide réellement .

De notre correspondant à Moscou
Vadim D.
Traduit par Ch. E.

Suite de l'article dans le n° 6 d'Aujourd'hui